

REVISITER MALTHUS A L'AUNE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Malthus est régulièrement interpellé, le plus souvent pour être contesté (C. Philippe, 2007 ; A. Sen, 1999) ou conforté (Diamond J, 2005), mais aussi pour être légitimé et réhabilité (Neyrynck, 2006)¹. Malthus est également l'objet d'analyses successives (D.L. LeMahieu, 1979, J. Dupâquier, 1980, A.M.C. Waterman, 1988 ; R. Dorfman, 1989). Si bien que l'introduire aujourd'hui dans une discussion relative au développement durable qui pose la question du développement dans un monde qui pourrait être privé des ressources dont il dispose tandis que dans le même temps la population continuerait de s'accroître au rythme nous permettant d'estimer que nous serons 9,5 milliards en 2050, paraît légitime.

Les questions relatives au développement, à la richesse des nations et aux nouvelles données des économies qui n'auraient plus à leur disposition les ressources permettant d'assurer leur opulence sont omniprésentes (D. Cohen, 1997 ; F. Durand, 2007 ; E. Orsenna et le Cercle des Economistes, 2007 ; C. Philippe, 2007 ; etc.).

La pauvreté et la misère semblent s'étendre et gagner les pays riches (O. Join-Lambert, 2005 ; D. Clerc, 2005, M-C Cazenave, 2006, T. Smeeding, 2006) si bien qu'un pays comme la France recenserait 7 millions de pauvres, que l'Europe en dénombrait 11 millions et que la Grande-Bretagne compterait 4,4 millions d'enfants pauvres (soit 3 fois plus qu'en 1979)².

Dans ces conditions, et sachant que la population continue de croître, la question soulevée par Malthus nous paraît être d'une étonnante modernité.

Nous proposons donc de le revisiter à l'aune du développement durable afin d'engager une discussion après nous être interrogé sur deux grands aspects de l'approche économique du développement d'une part, de l'individu d'autre part.

En effet, l'économie telle qu'elle est définie de façon orthodoxe risque de ne pas nous permettre d'appréhender dans des conditions idoines le développement durable qui impose sans doute un nouveau paradigme. Revisiter Malthus exige également de revisiter l'économie dans son acception. Et la question de l'individu prendra alors toute sa dimension. Ce n'est qu'à partir de là que nous pourrions percevoir de nouvelles exigences qui nous permettront d'intégrer le développement durable.

I. Développement et développement durable

Le développement durable peut apparaître comme un oxymore au regard de ce que suppose le développement.

« La grande question à débattre aujourd'hui est celle de savoir si l'homme va désormais s'élancer, à une allure accélérée, vers un progrès sans limite, ou bien s'il est condamné à osciller perpétuellement entre le bien-être et la misère, tous ses efforts le laissant toujours à une distance incommensurable du but poursuivi »³.

L'exploitation des ressources participe du développement, une énergie telle le pétrole permettant une croissance qui a bénéficié prioritairement aux pays riches.

Neiryck J. La Grande illusion de la technique, manifeste pour un développement durable, Poche Jouvence, 2006, notamment pp. 310-321

² Problèmes économiques, La pauvreté dans les pays riches, n° 2.920, 28 mars 2007

³ Malthus, Essai sur le principe de population..

Depuis 1987 notamment⁴, la question du développement durable est soulevée et avec elle l'exploitation des ressources et l'appréhension du futur ; car il s'agit d'assurer un développement qui « répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » (Rapport Brundland, 1987).

1. Développement et ressources

« Les richesses naturelles sont inépuisables, car sans cela nous ne les obtiendrions pas gratuitement. Ne pouvant pas être multipliées, ni épuisées, elles ne sont pas l'objet de la science économique » (J-B Say, Cours d'économie politique, 1840).

Les énergies les plus utilisées au début du XXI^e siècle sont le pétrole (34%), le charbon (24%) et le gaz naturel (21%). Les plus gros consommateurs de ces énergies sont les Etats-Unis qui risquent d'être prochainement rejoints par la Chine.

Or, ces énergies ne sont pas renouvelables : 300 millions d'années sont nécessaires pour faire du charbon, quelques millions au moins pour faire du pétrole et du gaz.

Or, c'est l'usage effréné depuis la seconde moitié du XX^e siècle qui pose question.

« L'humanité a consommé autant de pétrole entre 1980 et 2000 qu'entre 1859 et 1980 », si bien qu'avec « une consommation qui croît de 2% par an, doubler la quantité de pétrole extractible ne promet pas un demi siècle de tranquillité supplémentaire, mais à peine 10 à 15 ans »⁵.

Dans le même temps, la population ne cesse de s'accroître, à un rythme qui là encore s'accélère : et s'il a fallu plusieurs millions d'années à l'espèce humaine pour franchir le milliard d'individus, il n'a fallu que 123 ans pour atteindre le second, 33 ans pour parvenir au 3^e, 14 ans pour le 4^e et 13 ans pour le 5^e. Et de 1980 à 1990, nous décomptons 923 millions d'individus en plus, ce seul chiffre étant comparable à la population totale de l'époque de Malthus⁶.

Enfin, depuis 1990, nous comptons chaque année 75 millions de personnes en plus, et les démographes prévoient qu'en 2050 la population sera de 9,5 milliards, ce chiffre apparaissant toutefois comme un seuil, risquant d'amorcer une décroissance.

Dans ces conditions si le rythme de progression de la population se poursuit tandis que les moyens énergétiques nous permettant de produire nos moyens de subsistance se raréfient, sachant que tous les individus ne sont pas tous nourris convenablement (sous-nutrition et mal nutrition), nous retrouvons la question débattue par Malthus au travers de sa loi sur la population. Un débat s'ouvre alors sur les ressources exploitables.

2. Les ressources en question

Un consensus semble être clairement établi sur l'état de nos ressources et sur leur raréfaction. Pourtant, des voix s'élèvent quant à la situation telle que le GIEC en particulier l'analyse. Des ouvrages paraissent pour dénoncer les discours alarmistes : « L'écologiste sceptique » de B. Lomborg, préfacé, pour l'édition française par Cl. Allègre, cherche à démontrer que la planète

⁴ Mais la question est débattue déjà depuis deux siècles au moins, puisque dès 1787, H-B de Saussure, naturaliste suisse, identifie l'effet de serre et qu'en 1896, Svante Arrhenius démontre l'augmentation de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère, prédisant qu'un doublement de cette concentration entraînerait un réchauffement de la planète de 4° à 6° C ; prédiction en parfaite cohérence avec les études actuelles. Ce ne sera pourtant qu'en 1985 que des décisions seront prises, suite à la découverte du « trou dans la couche d'ozone » et qu'ainsi est mis en place le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du climat (GEIC) à l'initiative de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). Il faudra toutefois attendre encore 20 ans, soit 2005, pour que des mesures concrètes apparaissent. Cf. F. Durand, Le réchauffement climatique en débats, Ellipses, Coll. Transversale Débats, 2007

⁵ J-M. Jancovici, Le plein s'il vous plaît, Point Seuil, pp. 34-35

⁶ A. Sen, Un nouveau modèle économique, Développement, justice, liberté, O. Jacob, 2003, p. 278

est en bon état, que l'initiative privée reste la solution la plus efficace et que l'inquiétude manifestée par les scientifiques n'est pas rationnelle. « C'est trop tard pour la terre », de C. Philippe⁷, se réfère précisément à B. Lomborg mais aussi à P. Desrochers⁸ pour promouvoir le développement reposant sur les idées d'exploitation des ressources qui permettront à terme de découvrir de nouveaux moyens d'assurer progrès et développement, si bien qu'il s'agit de poursuivre sans prendre en considération le « principe de précaution » qui risquerait d'engendrer le sous-développement.

Ces ouvrages instillent le doute, certes, mais des incohérences et des imprécisions semblent apparaître. Les erreurs de B. Lomborg sont longuement analysées⁹ ; l'ouvrage récent de C. Philippe s'y référant fera sans doute l'objet de commentaires.

Notons à cet égard que les experts des uns ne sont pas ceux des autres et que l'essentiel repose sur la crainte du freinage de la croissance et l'avènement du sous-développement durable.

Toutes ces analyses, plus ou moins élaborées, font tourner le débat autour de la question du développement posée soit en termes de poursuite effrénée (cf. supra, Malthus), soit en termes de ralentissement.

Si nous admettons que le développement durable s'interroge précisément sur la raréfaction des ressources et leur meilleur usage, sans négliger les apports des recherches menées en ce sens, le choix qui semble apparemment retenu d'un développement durable apparaît comme tout à fait justifié. Il n'en demeure pas moins que le concept en lui-même soulève des interrogations¹⁰.

3. Le choix du développement durable

« Le concept de développement durable traite de quatre grands problèmes : la multidimensionnalité des phénomènes considérés, l'irréversibilité de certaines situations engendrées par le développement, l'équité intra et intergénérationnelle et les situations de risque et d'incertitude qui en découlent »¹¹.

Et visiblement, le développement durable souffre d'une faiblesse car il « mélange les caractéristiques techniques d'un développement particulier à une injonction morale de le poursuivre »¹².

Le choix du développement durable qui pose parfois plus de questions qu'il ne peut encore en résoudre¹³, exige que nous posions les questions autrement puisqu'il semble nécessaire, si ce n'est indispensable, de combiner au mieux trois exigences : le développement économique, la viabilité environnementale et l'équité sociale qui ne sont pas des concepts qui vont immédiatement ensemble.

⁷ Ed. JC Lattès, 2007

⁸ Comment la recherche du profit améliore la qualité de l'environnement, Cahier de Recherche, Coll.

« Réglementation », avril 2003, consultable sur Internet

⁹ O. Godard, Bjorn Lomborg ou Tintin au pays de l'écologie ? Ecole Polytechnique, Laboratoire d'Econométrie, janv. 2003, Cahier n° 2003 – 015 ; E. Zaccai, F. Goor, B. Kestemont, Quelle importance a l'environnement ? Enseignement du cas Lomborg, Nature, Science, Société 12, 42-49 (2004) et autres analyses consultables sur Internet.

¹⁰ Voir par exemple, J. Auriol, Le Développement durable à la recherche d'un corps de doctrine, Revue Française de Gestion, vol. 30, n° 152, sept/oct. 2004,

¹¹ Dubois, Mathieu, Poussard, 2001, cité in : La microfinance : un outil de développement durable ? B. Wampfler, 8 sept. 2004

¹² In : Sustainable Development : exploring the Ethics of our common future, O. Langnelle, International Political Science Review (1999), vol. 20, n° 2, pp. 129-149

¹³ Ce que nous pouvons nuancer au regard du nombre d'initiatives prises : Etats et gouvernements, au travers du protocole de Kyoto par exemple, ONG, entreprises, associations...

Les 3 P (planet, people, profit – triple bottom line) deviennent un impératif, « le bien-être économique n’[étant] plus le seul objectif poursuivi, le bien-être social [devenant] une donnée significative »¹⁴.

Les individus, projetés dans ce nouveau cadre de réflexion sont-ils décidés à s’intégrer à ce processus ?

II. La perception de l’individu

1. L’*homo oeconomicus*

L’individu de la science économique n’est pas, nous le savons, un individu très élaboré : « agent sans passions, sans humeurs et sans contraintes sociales », il cherche à optimiser l’emploi des diverses ressources disponibles en vue de son propre bien-être. *Homo oeconomicus* est un individu dépourvu de toute humanité et la vision utilitariste s’est imposée jusque dans la science économique actuelle.

A. Smith insiste sur la prégnance des égoïsmes individuels, pour assurer le bien-être général ; Malthus reste très pessimiste sur la nature humaine : « (...) apathique, paresseux et ennemi du travail à moins d’y être contraint par la nécessité »¹⁵, Malthus ne craint pas d’être démenti par les faits même s’il prône les valeurs morales les plus élevées (justice, égalité, fraternité, bonté) sans espoir toutefois de changer la société¹⁶.

L’économiste ne pénètre pas dans l’entreprise, longtemps considérée comme une « boîte noire » dans laquelle entrent des inputs (le facteur capital, le facteur travail et des matières premières) qui, combinés efficacement entre eux, produisent les outputs.

L’appréhension de l’entreprise a évolué sans toutefois modifier l’approche de l’individu. L’hypothèse reste la même : opportuniste, maximisateur et ingénieux, il existe, dans ces conditions, toujours un bien ou un prix pour lequel l’individu est prêt à renier ses valeurs¹⁷.

L’individu est donc maximisateur, ses besoins sont illimités, il préfère plus de biens à moins de biens et il arbitre sans cesse afin de satisfaire ses préférences. En cela, il permet de légitimer la poursuite sans borne du développement.

Ainsi défini, il est difficilement concevable de prévoir le développement en termes de durabilité car l’individu raisonne manifestement à court terme – « à long terme, nous serons tous morts » (J-M. Keynes) – si bien que nous pourrions dire que « les réponses aux questions centrales posées par la perspective d’un développement durable ne sont pas du ressort de l’économie »¹⁸. En effet, la préférence affirmée pour le présent ne peut concevoir le futur.

Ces hypothèses peuvent toutefois être modifiées, ou tout au moins corrigées.

2. Critique de l’*homo oeconomicus*

« Individuals are able to conceive of changes in their environment, foresee the consequences there of and respond by creating new opportunities »¹⁹.

C’est en quelque sorte l’approche retenue par ceux qui souhaitent que l’individu prenne l’initiative lorsque le temps – économique – sera venu. Il s’agit donc d’une absence d’anticipation à laquelle nous pouvons accorder crédit puisque l’individu ne peut que raisonner, dans ce contexte, à court terme. Ceci pose donc la question de l’horizon temporel

¹⁴ Revue Française de Gestion, vol. 30, n° 152, sept/oct. 2004, Entreprise durable, finance et stratégie, A-Ch. Martinet, E. Reynaud

¹⁵ Cf. Les valeurs morales de Malthus, E. Vilquin, Cahiers québécois de démographie, vol. 27, n° 2, automne 1998, pp. 181-198

¹⁶ Ibid.

¹⁷ The nature of man, Jensen et Meckling, 1994

¹⁸ A. Caillé, Dé-penser l’économie, La Découverte-MAUSS, 2005, p. 244

¹⁹ The nature of man, Michael C. Jensen, Harvard Business school, W. Meckling, University of Rochester, Journal of Applied Corporate Finance, Summer 1994, vol. 7, n° 2, pp. 4-19

qui se manifeste dès lors qu'il s'agirait pour l'individu d'être capable de renoncer à une satisfaction immédiate au profit de la satisfaction future des générations à venir, sachant qu'il n'en profitera pas et n'y gagnera donc rien. Autant renoncer immédiatement à s'interroger en ces termes, car notre myopie, en tant qu'individu économique, rappelons-le, ne nous permet pas de résoudre ce problème.

Là encore, tournons nous une nouvelle fois vers quelques grands penseurs économiques: A. Smith, auteur certes de la *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, n'en est pas moins l'auteur de la *Théorie des sentiments moraux* ouvrage dans lequel il écrit, entre autres, que l'être humain²⁰ est mû par la sympathie et l'empathie.

Malthus, lui-même, bien que pessimiste, dénonce la misère et sait faire preuve de compassion. La variable temps est introduite en économie (notamment avec G.S. Becker et M. Friedman), ce qui va élargir la perception ; le mimétisme (notamment sur les marchés financiers et avec le fameux concours de beauté, Keynes) et l'apprentissage par imitation (Hayek) enrichissent la vision que nous pouvons avoir de l'individu en situation économique. La théorie des jeux enfin permet d'éclaircir les comportements. Mais encore et toujours, la recherche égoïste des intérêts revient, notamment en cas d'incertitude, et l'emporte.

Si bien que cette approche de l'*homo oeconomicus* qui s'oppose à celle de l'être humain (cf. supra) est, selon les termes d'A. Sen, déprimante : « Nombreuses sont les théories économiques et sociales contemporaines où les êtres humains sont considérés comme les stricts maximisateurs d'un intérêt personnel étroitement défini ; et à voir l'implacable compulsion dont ces êtres seraient dotés, on peut à juste titre montrer un certain pessimisme devant toutes les dispositions sociales destinées à réduire l'inégalité. Ce "modèle" d'êtres humains est non seulement déprimant et effrayant, mais il y a aussi très peu de données qui nous prouvent que ce soit là une bonne représentation de la réalité. Les individus sont influencés non seulement par la perception de leurs propres intérêts, mais aussi, comme le montre Albert Hirschman, par leurs passions. En effet, au nombre des choses qui semblent capables d'ébranler les hommes, que ce soit à Prague, à Paris, à Varsovie, à Pékin, à Little Rock ou à Johannesburg, il y a le souci des autres et le respect pour les idées »²¹.

Ceci suffit-il à résoudre la question soulevée ?

3. Individu et développement durable

L'*homo oeconomicus* est en effet remis en question et en particulier par des économistes – hétérodoxes – qui cherchent à vérifier, à l'aide des neurosciences, ce qui n'est encore qu'une intuition de manière à pouvoir poser un nouveau regard sur cet étrange individu de la science économique²². Ceci nous permet d'investir le domaine de l'économie cognitive, Hayek soulignant dès les années 50, le rôle des connaissances dans l'intelligence des phénomènes économiques.

Les neurobiologistes s'interrogent ainsi sur le fonctionnement du cerveau lorsque celui-ci procède à des choix raisonnés et prend des décisions réfléchies, pour constater, tandis que l'économie exclut du champ de l'individu tout type d'émotions, que ces dernières ne sont absolument pas absentes et qu'elles constituent sans doute un ingrédient indispensable à la rationalité, tout au moins lorsqu'elle se manifeste à l'occasion d'un choix, ce qui relève exactement du champ de l'économie.

Bien entendu, l'individu ne fonctionne pas toujours de manière rationnelle car ses émotions, l'environnement, l'état de son information, ses craintes, ses conventions, ses incertitudes, son

²⁰ Nous ne parlons pas ici de l'individu, mais de l'être humain

²¹ L'économie est une science morale, A. Sen, éd. La Découverte, 1999, pp. 74-75,

²² Cf. Problèmes économiques, Nouveaux regards sur l'*homo oeconomicus*, n° 2.883, sept. 2005, La documentation française

aversion pour le risque, son conformisme, son mimétisme, etc. peuvent aussi le conduire à faire de mauvais choix. Mais, d'une manière générale, ces observations nous permettent de penser que l'individu peut réagir à des sollicitations en sélectionnant ses informations, en les réorganisant selon le schéma qui les lui rendra intelligibles et adoptera alors un comportement relevant soit de l'égoïsme soit de l'altruisme, avec toutes les nuances que nous ne pouvons négliger de considérer.

Dans le cadre du développement durable, sans être aussi catégorique, mais en restant toutefois dans le cadre économique, nous pouvons percevoir qu'en effet deux courants se distinguent : les acteurs en faveur d'un développement durable, les autres en faveur d'un développement au sens strict qui n'en serait pas moins durable.

Retenons que l'*homo oeconomicus*, par sa simplicité, permet de résoudre de nombreuses questions d'ordre économique ; le complexifier de façon qu'il se rapproche d'une « réalité » complexifie dans le même temps l'approche économique mais la négligence de l'individu en tant qu'être humain exclurait la question du développement durable en termes économiques ce qui ne paraît pas acceptable car le développement durable est aussi une question de développement.

III. Discussion

Il s'agit donc de discuter l'approche du développement durable en considérant un individu enrichi d'une dimension, en l'occurrence celle des émotions, et plongé dans l'incertitude relative à deux éléments (au moins) : l'information dont il dispose et le futur sur lequel il cherche à prendre des décisions.

1. Individu – société – entreprise

L'individu est un acteur économique confronté à plusieurs situations : consommateur, facteur de production, il endosse le rôle économique qui lui fait opérer des choix alternatifs. Il est également un individu social qui éprouve des émotions, qui est informé, qui participe à des actions et dont les besoins, exprimés ou non, peuvent être sociaux. L'individu est enfin un être pensant et se pose des questions sur son existence et sur sa disparition, sur son rôle aussi.

L'introduction d'une nouvelle vision de l'avenir – et même si les prévisions de pénuries ou d'explosions démographiques se sont, selon certains révélées fausses²³ - celle du développement durable semble raviver ces questionnements.

Une question clé pourrait être de savoir pourquoi le banquet de la nature n'est pas ouvert à tous les convives. Mais les égoïsmes peuvent alors ressurgir rapidement et le fait que 80% de la population se partagent 20% des richesses ramène vite au malthusianisme.

Les pays riches se montrent toutefois concernés : les gaz à effet de serre concerne toute la planète et les effets qu'ils engendrent ne distinguent plus entre riches et pauvres. Comme le dit E. Morin²⁴ : « La menace écologique ignore les frontières ». Pourtant, le problème est évacué encore lorsque les entreprises polluantes s'installent dans les pays qui ne sont pas concernés par le protocole de Kyoto ; et l'intérêt immédiat l'emporte donc bien sur l'intérêt futur.

La question du sens du développement se pose toutefois : quel développement l'individu souhaite-t-il aujourd'hui pour demain ? Ceci exige une perception du futur mais s'inscrit également dans le présent si bien que la conciliation entre le présent et le futur peut s'effectuer.

²³ Cf. «C'est trop tard pour la terre », C. Philippe, op. citée

²⁴ L'an I de l'ère écologique, Tallandier, 2007 ? p. 37

2. Le rôle de l'entreprise

Rentabilité et pérennité sont toutes les deux indispensables. Les questions posées aux entreprises sont nombreuses tant et si bien qu'elles deviennent responsables de tous les maux et doivent répondre jusqu'à l'exigence d'épanouissement des individus.

L'entreprise est devenue un mythe et le management une illusion²⁵. Toutefois, si certaines considérations peuvent sembler incompatibles, il n'en demeure pas moins que les entreprises ont un rôle, certains estimant même qu'elles détiennent les clés du développement et de sa pérennité.

La conception utilitariste préconise, entre autres, la privatisation de tous les biens dans la mesure où « la nature se porte mieux lorsque les gens, oeuvrant dans le secteur privé, se consacrent à la poursuite de leur intérêt individuel, dans un contexte où ils sont tenus responsables de leurs actions, mais où ils sont également libres d'innover »²⁶, ce qui rejoindrait étroitement A. Smith et les égoïsmes individuels.

Ceci supposerait donc que des propriétaires soient désignés pour l'air, l'eau, le climat, l'ozone, les océans, les mers, ..., pour tout bien actuellement accessible à tous sans coût. Car, sans propriétaire, seul individu responsable, de ces biens qui risquent de s'épuiser, chacun cherchera à en bénéficier le plus possible, ce qui conduit inexorablement à leur raréfaction puis à leur épuisement. La question reste de savoir à qui nous devons attribuer ces ressources aujourd'hui communes²⁷.

Mais, si nous prenons en compte aujourd'hui les entreprises qui utilisent les ressources et exercent des effets de pollution sur l'environnement, le droit de propriété n'intéresse plus l'entreprise qui ne veut pas payer l'externalité négative engendrée par son action.

La question demeure donc de savoir au nom de quoi les entreprises agissent.

C'est ainsi que nous en appelons au principe de responsabilité que nous pouvons déduire des qualités des entrepreneurs qui, selon Schumpeter, ne sont pas des *homo oeconomicus* mais des individus agissant pour des raisons qui ne sont pas tout à fait rationnelles ; nous pouvons aussi observer les nombreuses actions menées dans le cadre du développement durable et du commerce équitable²⁸ si bien que l'entreprise se réinvente, répondant de plus à une demande qui s'exprime au travers des différentes parties prenantes ; l'entreprise s'adapte donc bien à ces nouvelles exigences. Nous pouvons aussi en appeler au « principe responsabilité » de Hans Jonas : « agir de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre » ou « agir de façon que les effets de ton action ne soient pas destructeurs pour la possibilité d'une vie future »²⁹.

Nous semblons nous écarter de l'approche économique. Pourtant, rien n'est moins sûr.

3. Retour à la science économique

L'économie – *oikos nomos* – est la gestion de la maison ; la définition s'est étendue progressivement à la gestion de la nation ; nous parlons désormais de la gestion du monde, la globalisation supposant une approche globale. Nous faut-il ainsi revenir à l'économie comme « science morale » (Sen), rejoignant de ce fait Aristote ? : la prudence dans les affaires humaines, nous dit-il, nous invite à nous détourner de la chrématistique – ou accumulation avide des richesses – au profit de l'économie ou art de gérer le domaine en « bon père de famille ».

²⁵ Le mythe de l'entreprise, La Découverte/ Essais, 1996, L'illusion du management, 2006, J-P. Le Goff

²⁶ « C'est trop tard pour la terre », C. Philippe, p. 129

²⁷ Cf. Dé-penser l'économie, op. citée, p. 240

²⁸ Cf. E. Laville, L'entreprise verte, Village mondial, Pearson, 2^e édition, 2006

²⁹ Jonas, 1993, in : Dé-penser l'économie, op. citée, p. 247

Dans ce cadre, le développement durable trouve parfaitement sa place et si tel n'était pas le cas, alors nous serions conduits à revoir Malthus et ses conceptions réapparaîtraient tout prochainement. L'accumulation des biens produits en masse n'est pas une bonne gestion du patrimoine commun qui n'appartenant à personne appartient de fait à chacun. Et ceci ne veut en rien signifier que le développement durable ne sera en rien créatif et créateur ou ne permettra pas de nouvelles découvertes ; déjà, de nombreuses expériences prouvent que les scientifiques sont parties prenantes et que les entreprises qui bénéficient de ces recherches réalisent d'énormes progrès notamment en matière environnementale. L'Etat lui-même intervient, d'une façon toutefois très souple, l'objectif affiché demeurant néanmoins le changement de comportement des individus. Garant des valeurs ou des vertus, l'Etat, par de nombreuses actions, peut prévenir des dérives.

Et les dérives existent ; mieux connues sous la désignation du passager clandestin qui profite des expériences ou des restrictions des autres sans y prendre part, cet individu se permet des comportements condamnables ; or, ces comportements sont légions : Nike en est un exemple parmi d'autres ; le travail des enfants dans ses usines délocalisées ayant été révélé, l'entreprise a dû réagir pour conserver ses clients qui lui ont demandé des comptes. De même, les entreprises qui échappent au protocole de Kyoto en délocalisant leurs usines polluantes sont mieux repérées et les individus réagissent : l'entreprise Firestone en est un exemple patent.

Et, les entreprises, craignant la contestation sociale qui risque de ruiner en un jour toute leur réputation, sont obligées de s'adapter.

Là encore, que ce soit par opportunisme ou par sens des responsabilités, nous voyons apparaître néanmoins de nouveaux indicateurs de performance, et de nouvelles procédures d'évaluation du caractère durable des entreprises³⁰. L'économie financière elle-même développe de nouveaux produits et nous en sommes à la 3^e génération de fonds éthiques. Selon Keynes, le mimétisme devrait permettre une généralisation rapide de ces comportements.

Les recherches et innovations technologiques, notamment en termes de modes de production, se multiplient.

Affirmer que le développement durable est un frein au développement c'est en quelque sorte détourner son regard de ce qui se fait et qui permet un nouveau mode d'organisation. C'est renoncer aussi à admettre que l'indicateur « prix » n'est pas pertinent. C'est renoncer enfin à poser la question du progrès autrement.

La vision court termiste des utilitaristes impose l'attente de voir les prix s'accroître pour se tourner vers de nouvelles possibilités, l'individu étant alors contraint à de nouvelles initiatives, son ingéniosité et sa faculté d'adaptation permettant de trouver la solution la meilleure.

Or, nous sommes informés aujourd'hui des menaces qui pèsent sur notre avenir mais également sur nous : nous savons que les populations se concentrent toujours plus massivement dans les grandes cités, nous savons que l'intensification de l'urbanisation pose de vrais problèmes, qu'un milliard d'individus vit dans des bidonvilles, que les déchets s'accumulent et sont l'objet de subsistances des pauvres qui chaque jour escaladent ces montagnes d'ordures, nous savons que les pays riches exploitent une main-d'œuvre bon marché, que les populations vieillissent et qu'il faudra assurer leur survie, que le climat change, que nos réserves – même mal estimées – sont épuisables et que l'ensemble de nos ressources deviennent rares. Aussi, faut-il attendre que l'indicateur "prix" nous alerte tandis qu'il ne le fait pas depuis le début du XIX^e siècle et que nous poursuivons l'usage à bas prix de nos ressources, premières ou humaines ?

³⁰ La société Ethibel, Belgique, fait par exemple autorité en la matière

Quel déclencheur, autre que le prix, permettra de nous faire recouvrer la vue ? Un nouvel ouragan, une nouvelle inondation, une nouvelle canicule, une épidémie, une famine... ? Nous pourrions accumuler les catastrophes naturelles dont les coûts se chiffrent en milliards de dollars ; seulement, ces coûts participent à l'indicateur de richesse qu'est le PIB, ils sont un facteur de croissance et tant qu'ils y participeront, ils ne permettront pas d'accepter le principe de responsabilité.

Deux personnalités nous paraissent pourtant être des indices forts d'un mouvement progressiste : A. Sen et M. Yunus.

Le premier, prix Nobel d'économie (1988) se penche sur la pauvreté, sujet crucial qui nous paraît appartenir au développement durable, par la privation de capacités : « (...) la liberté, considérée en termes "positifs", représente ce qu'une personne, toutes choses prises en compte, est capable, ou incapable, d'accomplir. [...] En revanche, la conception "négative" de la liberté met au premier plan l'absence d'entraves à la liberté, entraves qu'un individu peut imposer à un autre (...) ».

Il s'agirait donc de permettre les « conditions susceptibles de faciliter les choix et les décisions des individus, qui peuvent, dès lors, agir de façon responsable »³¹. Et dans ce cadre, nous pouvons « appréhender le développement comme liberté »³².

Ceci modifie considérablement nos conceptions de l'individu : de moyen de production, il devient un être responsable dont le développement est la finalité.

C'est donc un changement de paradigme qui s'impose car sans lui et sans retour à la définition initiale de l'économie, seule la définition utilitariste peut l'emporter.

Le garant ou les garants des libertés sont aussi bien l'Etat que les individus qui, s'ils n'en disposent pas, doivent lutter pour y parvenir. Mais, exploités et affamés, ils ne peuvent se soustraire à une autorité qui ne leur accorde pas. Or, « la liberté de faire » est une condition première.

D'où notre rapprochement à M. Yunus : Prix Nobel de la Paix 2006, économiste, il crée la Grameen Bank au Bangladesh ; en assurant l'intégration dans le système économique pré-existant dont ils étaient exclus, les individus ont retrouvé ou trouvé « la capacité de faire », y compris des erreurs (Sen). Les nouveaux liens de solidarité qui apparaissent permettent alors de renouer avec le développement.

Conclusion

Ainsi, Malthus a eu tort jusqu'au début du XXI^e siècle selon l'approche des économistes orthodoxes qui estiment qu'on vit mieux aujourd'hui qu'au Moyen-Age. Certes, le confort et l'accès aux biens de la société d'opulence sont notoires. Mais il reste 80% de la population mondiale qui se partagent les miettes d'un festin et le banquet de la nature n'est pas ouvert à tout le monde.

Il ne suffit pourtant pas de regarder l'arbre qui cache la forêt pour affirmer que « tout va mieux » quand on sait par exemple que la pauvreté sévit également dans les pays riches et que les indicateurs de progrès régressent parfois (pour la première fois, l'espérance de vie régresse aux Etats-Unis, 1^{ère} puissance mondiale). Le continent africain, certes, souffre plus de l'absence de mondialisation que de sa présence. Mais quand les entreprises s'y installent, c'est pour bénéficier d'une main-d'œuvre bon marché ou d'un dépotoir à ciel ouvert.

La nature a longtemps été considérée comme un objet exploitable à l'infini (J-B. Say ne dit pas autre chose) ; elle devient un sujet. L'homme doit réintégrer la nature car sans

³¹ A. Sen, Un nouveau modèle économique, p. 372

³² Ibid., p. 387

considération de son environnement, le développement durable ne pourra pas trouver sa place³³.

Cela exige une vision de long terme qui ne nous est pas familière car prévoir les catastrophes et instiller le doute dans le même temps n'est pas une situation suffisamment claire pour l'individu qui redoute l'incertitude et préfère le présent à l'avenir.

Dans toutes sociétés, il existe des garde-fous : l'Etat et les individus libres en sont les premiers acteurs ; mais d'autres parties prenantes sont tout aussi puissantes : ONG, associations, entrepreneurs, tous les acteurs qui souhaitent être responsables sont indispensables pour redéfinir le paradigme de l'économie. L'entreprise, notamment, devient « affaire de société » (Sainsaulieu, 1990) qui devra se légitimer en répondant à cette question : « au nom de quoi agissez-vous ? »³⁴.

La pauvreté et la misère sont des questions qui appartiennent prioritairement au développement durable qui est donc lui-même une affaire de société. Il exige une vision globale que les acteurs ne sont pas amenés à avoir spontanément mais qui peuvent y être conduits par la réattribution de leurs capacités à décider. Ceci concerne bien l'ensemble des individus car « la démocratie signifie aussi la liberté d'agir en tant que citoyens impliqués dont la voix compte et non de se contenter d'un état de vassalité, rendu supportable par l'abondance de biens matériels »³⁵.

Il devient donc impératif, dans ce cadre, de réviser réellement notre conception du développement et avec elle celle du progrès, dans une acception globale qui élargit notre horizon autant visuel que temporel.

³³ Les rapports sociétaux. Enjeux et Limites, E. Persais, pp. 167, in : Revue Française de Gestion, Sept/Oct. 2004 ; voir également E. Morin, op. cité.

³⁴ Le management responsable : introduction à quelques travaux récents sur la RSE, pp. 23-28, in : Revue des Sciences de Gestion, Le management responsable, n° 211-212, avril 2005

³⁵ A. Sen, Un nouveau modèle économique, p. 377

Bibliographie

Ouvrages

- Caillé, A., *Dé-penser l'économie*, La Découverte.MAUSS, 2005
- Cercle des Economistes et Orsenna E., *Un monde de ressources rares*, Perrin, Descartes et Cie, 2007
- Cohen, D., *Richesse du monde, pauvreté des nations*, Champs Flammarion, 1997
- Diamond J., *Effondrement, Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, 2006
- Féron G., d' Arcimoles Ch-H. ,Bello P , Sassenou N., *Le développement durable*, Ed. D'Organisation, 2001
- Durand, F., *Le réchauffement climatique en débats*, Ellipses, Transversale Débats, 2007
- George S., *Un autre monde est possible si...* Fayard, 2004
- Jancovici, J-M., *L'avenir climatique, Quel temps ferons-nous ?*, Points Seuil, 2002
- Jancovici J-M., Granjean A., *Le plein s'il vous plaît*, Points Seuil, 2006
- Laville, E., *L'entreprise verte*, Pearson, Village mondial, 2^e édition, 2006
- Le Goff, J-P., *Les illusions du management*, La Découverte, Poche, 2006
- Malthus, *Essai sur le principe de Population*, Flammarion
- Morin, E., *L'an I de l'ère écologique*, Tallandier, 2007
- Neiryck J. *La Grande illusion de la technique, manifeste pour un développement durable*, Poche Jouvence, 2006
- Orsenna E., *La route du coton*, Fayard, 2006
- Philippe, C., « C'est trop tard pour la terre », JC Lattès, 2007
- Sen, A. *Un nouveau modèle économique*, Odile Jacob, 2000
- Sen, A. *L'économie est une science morale*, La Découverte, 1999

Revue spécialisées

- Cahiers québécois de démographie, vol. 27, n° 2, automne 1998, pp. 181-198, Les valeurs morales de Malthus, E. Vilquin
- International Political Science Review (1999), vol. 20, n° 2, pp. 129-149, Sustainable Development: exploring the Ethics of our common future, O. Langnelle
- International Review of Education, 53-61, 1993, Education, population, environment and sustainable development, John I. Clarke
- Journal of Applied Corporate Finance, summer 1994, vol. 7, n° 2, pp. 4-19, The nature of man, Michael C. Jensen, Harvard Business school, W. Meckling, University of Rochester
- Land Economics, col. 73, n° 4, nov. 1997, pp. 467-491, What is Sustainable Development? G. Chichilnisky
- Les cahiers de l'institut économique que Montréal, Collection « Réglementation », Comment la recherche du profit améliore la qualité de l'environnement, P. Desrochers, avril 2003, consultable sur Internet
- Natures Sciences Sociétés 12, 42-49 (2004), Quelle importance a l'environnement, Zaccàia E., Goor F., Kestemont B.

- Oxford Economic Papers, New Series, vol. 36, Supplement: Economic theory and Hiskian Themes. (Nov., 1984), pp. 74-90, The living standard, A. Sen
- Population, 2, 1980, pp. 279-290, Avez-vous lu Malthus ? Dupâquier, J.
- Problèmes économiques, Nouveaux regards sur l'*homo oeconomicus*, n° 2.883, 28 septembre 2005
- Problèmes économiques, La pauvreté dans les pays riches, n° 2.920, 28 mars 2007
- Revue Française de Gestion, vol. 30, n° 152, sept/oct. 2004
- Revue des Sciences de Gestion, Le management responsable, n° 211-212, avril 2005
- Revue du Tiers-Monde, n° 172, oct.déc. 2002, t. XLIII, Microfinance, petites sommes, grands effets », sous la direction de D. Gentil et J-M. Servet, PUF
- Signaux n° 92, mars 1998, Le cadre temporel de la décision en entreprise, M. Bergadaà
- The Canadian Journal of Economics/ Revue canadienne d'Economie, vol. 21, N° 1 (feb., 1988), pp. 206-207, Malthus on Long Swings : a reply, A.M.C. Waterman
- Université Marien Ngouabi (Congo), Pauvreté urbaine, accès au crédit, entrepreneurial et développement durable, H. Defoundoux, Fila
- Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur, E. Morin, UNESCO, 1999

Sites Internet

- www.agrobiosciences.org, Cycle comprendre les agricultures du monde, Faut-il en finir avec le développement durable ? , 10 mars 2005
- www.ethibel.org
- www.lomborg-errors.dk/methods.htm
- <http://fredericjoignot.blogspot.com/archive/2006/06/25/lomborg.html>
- www.manicore.com/documentation/serre/ouvrages/skeptical.html (par J-M Jancovici)